

2009

Mise à jour économique

2009 Mise à jour économique

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/0024/index-f.asp

1 décembre 2009

Couverture :

Communications Nouveau-Brunswick (CNB 6480)

Traduction :

Bureau de traduction, Approvisionnement et Services

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Approvisionnement et Services

ISBN 978-1-55396-318-9

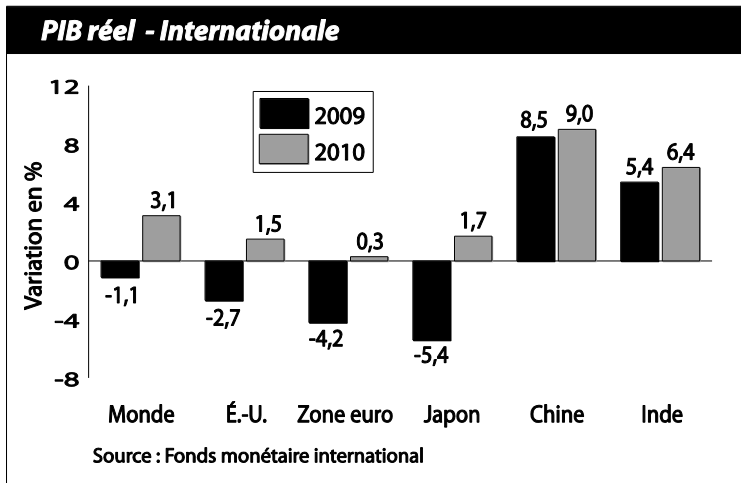
Imprimé au Nouveau-Brunswick



Pensez à recycler!

Reprise de l'économie mondiale

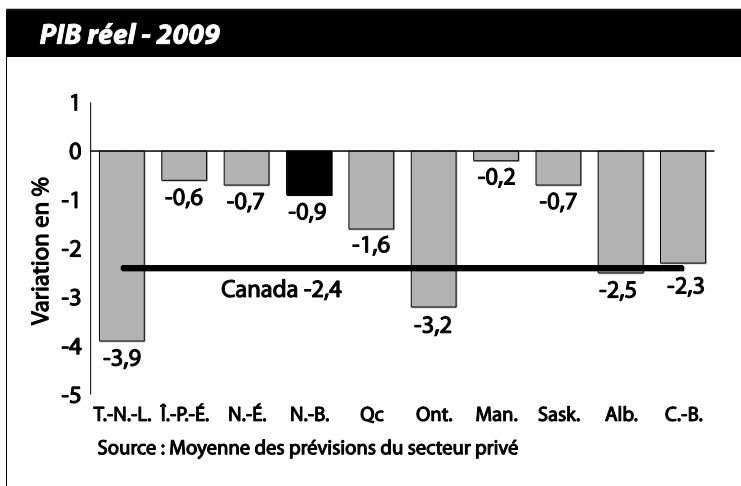
- Les mesures énergiques adoptées pour lutter contre la crise financière qui a débuté à la fin de 2008 ont aidé à stabiliser les économies de nombreux pays. Ceux-ci sont maintenant dans une position leur permettant de se redresser de la plus grave récession connue depuis longtemps. Un grand nombre de pays ont atteint le creux du cycle économique au cours du deuxième trimestre de 2009, mais ont réussi depuis à entamer une reprise.
- En s'appuyant sur le redressement de la deuxième moitié de 2009, la croissance mondiale, devrait augmenter d'environ 3,1 % en 2010 en même temps que la confiance des entreprises et des consommateurs s'améliorera et qu'elle pourra soutenir une croissance modeste de la demande mondiale.
- La Chine et l'Inde seront parmi les chefs de file de la reprise économique. Au moment de l'effondrement des échanges internationaux, de vastes mesures de stimulants économiques visant au soutien de la demande intérieure ont limité, dans ces pays, l'ampleur du fléchissement. Ces deux nations seront en bonne position pour répondre à la hausse de la demande mondiale et à l'augmentation des échanges commerciaux lorsque le redressement deviendra plus marqué en 2010.



- Les mesures significatives de soutien monétaire, fiscal et financier mises en œuvre à la fin de 2008 commencent à produire leurs effets. L'économie aux États-Unis se redresse et a connu une croissance positive au troisième trimestre de 2009. Toutefois, un taux de chômage supérieur à deux chiffres et une confiance plus faible chez les entreprises et les consommateurs vont affaiblir les perspectives de croissance pour 2010.
- Selon les prévisions, la reprise à l'échelle mondiale sera plus graduelle que celles des récessions précédentes causées à l'origine par des crises financières. Certaines économies ne pourront se remettre complètement de cette récession avant 2011.
- Les décideurs politiques devront faire face à un risque de fléchissement de la reprise lors du retrait progressif des mesures de soutien, qui étaient d'un niveau sans précédent. Ce sera un défi de le faire sans nuire à la reprise encore fragile.

L'économie canadienne touchée par la récession

- L'économie canadienne a subi les effets de la récession mondiale. Aucune province n'a été épargnée. Les économies basées sur les ressources naturelles, comme Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta et la Colombie-Britannique, ainsi que l'Ontario en raison de son fort secteur manufacturier, ont été les plus touchées.



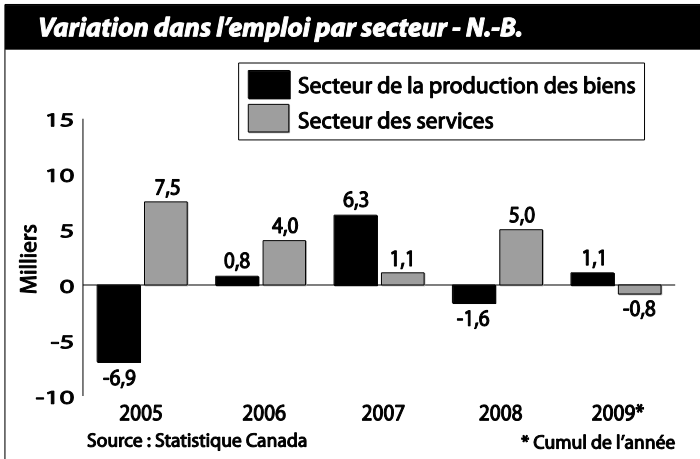
- Au cours des dix premiers mois de 2009, le Canada a perdu environ 295 000 emplois comparativement à la même période en 2008. Les pertes les plus importantes ont eu lieu en Ontario, surtout dans le secteur manufacturier. Ces pertes d'emploi, combinées à une chute de la confiance des consommateurs, ont entraîné une baisse des dépenses de consommation, particulièrement en ce qui concerne les biens durables. Le marché de l'emploi devrait s'améliorer au début de 2010.
- Les investissements des entreprises ont baissé considérablement en 2009 en raison d'une baisse des investissements dans la construction non résidentielle et dans les machines et matériel. Par contre, le secteur de la construction résidentielle a montré des signes d'amélioration due à la vigueur du secteur de la rénovation, soutenu par des crédits d'impôt. Cela a permis de compenser la baisse dans la construction de nouvelles maisons.
- En 2009, le repli aux États-Unis et les faibles prix de l'énergie ont eu un effet négatif sur les exportations. Au cours de la période allant de janvier en août, les exportations de produits de base ont chuté de 28,5 % comparativement à la même période en 2008.
- Les exportations continueront à subir les effets d'un dollar canadien élevé. Cela rendra le Canada moins concurrentiel sur la scène mondiale et limitera la reprise au pays. Toutefois, l'activité économique devrait s'améliorer avec la reprise aux États-Unis et une hausse des prix de l'énergie, annulant ainsi les effets d'un dollar canadien fort.
- La Banque du Canada prévoit que la croissance économique réelle au Canada subira une contraction de 2,4 % en 2009. Elle devrait cependant connaître une croissance de 3,0 % en 2010, grâce surtout aux dépenses publiques et de consommation.

Bilan statistique - Taux de croissance¹		
2008 à 2009		
(Cumul de l'année)		
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale au 1 ^{er} juillet	0,3	1,2
Population active	0,5	0,7
Emploi	0,1	-1,7
Taux de chômage (%)	9,0	8,3
Taux d'activité (%)	65,0	67,4
Salaires et traitements	1,5	0,5
Consommateurs et logement		
Ventes au détail	-2,2	-5,3
Indice des prix à la consommation	-0,2	0,1
Mises en chantier	-20,3	-37,5
Entreprises		
Ventes manufacturières	-26,9	-20,4
Exportations internationales	-27,2	-28,5
Permis de construction	3,1	-23,1
Recettes monétaires agricoles	11,0	-1,4
Production de bois d'œuvre	-21,9	-24,9
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire. Source : Statistique Canada.		

L'économie du Nouveau-Brunswick en perte de vitesse en 2009

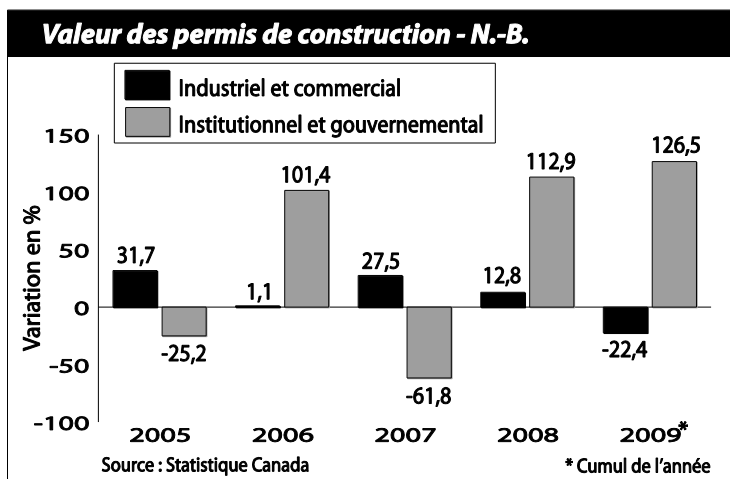
- L'économie du Nouveau-Brunswick a succombé en 2009 aux pressions de la récession mondiale. Le ministère des Finances prévoit que le produit intérieur brut (PIB) réel sera en baisse de 0,5 %.
- Le marché du travail de la province s'en est mieux sorti que ce que l'on prévoyait au départ. Stimulé par la création de postes à temps partiel, l'emploi était à la hausse au cours des dix premiers mois de 2009 comparativement à la même période en 2008. Parmi les provinces, le Nouveau-Brunswick a affiché le troisième taux le plus élevé pour ce qui est de la croissance de l'emploi; il était devancé seulement par la Saskatchewan et le Manitoba.
- Si l'on compare la situation à celle de l'année précédente, la croissance en ce qui concerne l'emploi est passée du secteur des services à celui de la production de biens. Les augmentations du nombre d'emplois se sont concentrées dans les domaines de la

construction, des services éducatifs et de l'administration publique tandis que des baisses ont été enregistrées dans le commerce, le secteur manufacturier et le transport.



- Bien que moins élevée que celle des dernières années, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne des salariés et les salaires et traitements au Nouveau-Brunswick est demeurée en territoire positif, légèrement sous leurs normes historiques.
- Une croissance des revenus plus faible que la normale, combinée à une confiance affaiblie des consommateurs, a entraîné une baisse des dépenses de consommation. Surtout en raison de ventes à la baisse dans les stations-service et chez les concessionnaires d'automobiles, les ventes au détail ont diminué de 2,2 % entre janvier et août 2009, après trois années de croissance dépassant les 5,0 %. La croissance négative devrait se poursuivre pour le reste de l'année.
- Les exportations à l'étranger de biens en provenance du Nouveau-Brunswick ont ressenti le choc de la récession mondiale. La valeur de ces exportations était significativement plus basse en 2009 qu'elle l'était en 2008. Bien que l'on puisse expliquer en grande partie cette faiblesse par la baisse des prix pour les produits énergétiques, le ralentissement aux États-Unis a également joué un rôle important à cet égard. En outre, un dollar canadien qui reste fort devrait limiter à court terme la croissance des exportations.

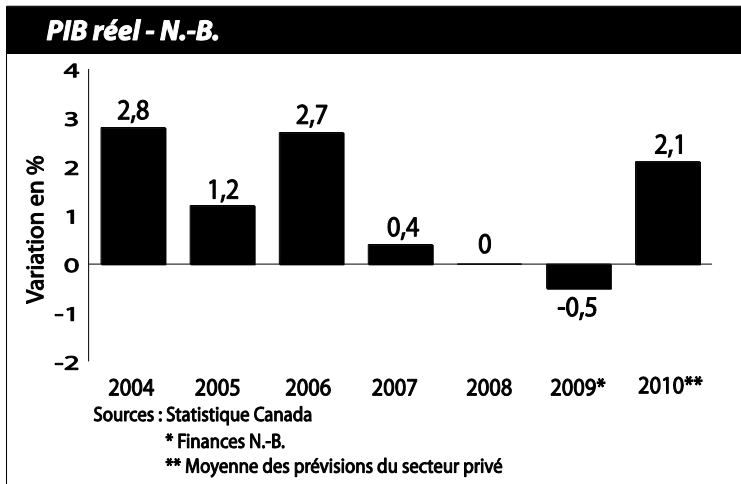
- La récession a touché de façon particulièrement sévère les entreprises de fabrication au Nouveau-Brunswick. Après une année où les ventes du secteur manufacturier ont fait un bond de 14,1 %, les ventes en 2009 ont chuté de 26,9 % au cours des huit premiers mois. Cette baisse est principalement due à un déclin, lié aux prix, des expéditions de produits pétroliers. Les entreprises de produits du bois ont encore des difficultés en ce qui concerne les ventes et celles-ci devraient subir, pour une quatrième année consécutive, une baisse dans les deux chiffres.
- Soutenus essentiellement par les dépenses gouvernementales de stimulation, les investissements dans la construction non résidentielle ont été solides au cours des neuf premiers mois de 2009, alors que les investissements dans la construction résidentielle étaient plus ou moins stables au cours du premier semestre.



- L'indice des prix à la consommation (IPC) pour le Nouveau-Brunswick a baissé de 0,2 % au cours des trois premiers trimestres de 2009, en dessous du taux national qui a haussé légèrement de 0,1 %. Les coûts de transports ont exercé la plus forte pression à la baisse sur les deux indices des prix.
- L'achèvement du terminal Canaport GNL et l'ajournement de certains projets d'énergie éolienne ont engendré un climat plus affaibli que prévu pour les investissements commerciaux. L'augmentation des dépenses publiques dans des projets d'immobilisation a toutefois atténué cette situation.

Redressement de l'économie du Nouveau-Brunswick en 2010

- Tout comme celles du Canada et du reste du monde, l'économie du Nouveau-Brunswick devrait reprendre sa croissance en 2010. On s'attend à une légère expansion, et le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de 1,7 % pour 2010. Les experts du secteur privé prévoient que celle-ci se situera entre 1,4 % et 2,7 % pour 2010, soit en moyenne 2,1 %.



- On s'attend à une croissance modérée de l'emploi en 2010 au Nouveau-Brunswick après une performance relativement impressionnante du marché de l'emploi en 2009 qui a permis de maintenir, au plus fort de la récession, les niveaux d'emploi de 2008. Les gains dans le secteur des services en 2010 permettront de compenser le manque de vigueur persistant des secteurs forestier, minier et manufacturier.
- La situation des exportateurs du Nouveau-Brunswick devrait s'améliorer quelque peu en 2010 en raison de la reprise aux États-Unis, qui entraînera une hausse de la demande pour les produits de la province. Malgré cela, cette augmentation des exportations, due en partie à une année complète de production au terminal Canaport GNL, sera limitée par la force du dollar canadien et les difficultés prolongées du secteur forestier.

- Le retour à la croissance sur la scène internationale augmentera les prix des produits de base comme le bois, le zinc et la potasse; par contre, la force du dollar canadien limitera notre compétitivité à l'échelle mondiale, laquelle viendra tempérer cette hausse de la production dans les usines et dans les mines au Nouveau-Brunswick.
- Une augmentation du revenu de travail (grâce à un marché du travail sain) et un meilleur rendement des revenus de placements entraîneront, après une croissance plus faible que la normale en 2009, un rebond plus modéré du revenu personnel en 2010.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick					
Taux de croissance¹ de 2006 à 2010					
	2006	2007	2008	2009^P	2010^P
Comptes économiques					
Produit intérieur brut (PIB)	4,7	4,3	1,4	1,0	3,9
Dépenses personnelles	4,9	5,8	4,8	1,5	3,8
Dépenses publiques courantes	7,7	5,9	7,6	6,6	4,4
Formation brute de capital fixe	20,0	6,6	5,2	-1,9	3,9
PIB (réel)	2,7	0,4	0,0	-0,5	1,7
Revenus					
Revenu personnel	3,9	5,1	4,2	1,1	2,7
Revenu du travail	4,0	5,1	4,8	1,6	2,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	19,5	1,2	-19,2	-1,9	11,7
Population et travail					
Population totale au 1 ^{er} juillet	-0,3	0,0	0,2	0,3	0,2
Population active	0,4	0,7	2,1	0,3	0,4
Emploi	1,4	2,1	0,9	0,0	0,3
Taux de chômage (%)	8,8	7,5	8,6	9,0	9,1
Taux d'activité (%)	63,7	64,0	64,8	64,9	65,1
Autre					
Indice des prix à la consommation	1,7	1,9	1,7	0,1	1,3
Mises en chantier	3,2	3,8	0,8	-18,7	1,4
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.					
Sources : Statistique Canada. Prévisions (P) - Finances N.-B.					

- Après une diminution des dépenses en 2009, on s'attend à ce que les consommateurs du Nouveau-Brunswick soient plus actifs en 2010. Une deuxième vague de réduction des impôts, prévue dans le *Plan de réduction des impôts au Nouveau-Brunswick*, et une amélioration de la confiance des consommateurs en 2010 favoriseront un accroissement des dépenses, tout particulièrement dans l'achat de services et de biens semi-durables.
- Le marché de l'habitation au Nouveau-Brunswick prendra du mieux en 2010 lorsque de meilleures conditions en matière d'abordabilité, soutenues par des taux hypothécaires à la baisse, parviendront à convaincre les acheteurs à faire leur entrée sur le marché. En tant que tel, le redressement devrait toucher autant les immeubles neufs que la revente.
- Bien que n'atteignant pas les sommets des dernières années, le secteur de la construction non résidentielle au Nouveau-Brunswick, devrait montrer des signes de reprise en 2010. Cette progression sera soutenue par le projet de remise à neuf de la centrale nucléaire de Point Lepreau et par l'expansion de la mine de potasse à Sussex.
- Les effets engendrés par les mesures de stimulation financières gouvernementales permettront de soutenir l'activité économique en 2010. Le travail sur les projets lancés en 2009 se poursuivra et de nouvelles mesures seront annoncées ultérieurement.
- L'activité économique poursuivra sa croissance à long terme, alors que le projet de la vente d'Énergie NB et le *Plan de réduction des impôts au Nouveau-Brunswick* permettront de créer un environnement plus concurrentiel et à plus faible coût pour les entreprises œuvrant dans la province et pour celles qui songent à s'y installer.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Mise à jour économique du Nouveau-Brunswick (au 9 novembre 2009)						
Indicateurs	Annuel			Cumul de l'année*		*Période de référence
	2007	2008	Variation en %	2008	2009	
Travail						
Population 15 ans et plus ('000)	613,2	617,9	0,8	617,6	621,2	0,6
Population active ('000)	392,4	400,6	2,1	401,6	403,5	0,5
Emploi ('000)	362,8	366,2	0,9	366,9	367,2	0,1
À temps plein ('000)	305,2	309,2	1,3	310,3	309,8	-0,2
À temps partiel ('000)	57,6	56,9	-1,2	56,6	57,4	1,4
Secteur de la production des biens ('000)	83,4	81,8	-1,9	82,4	83,5	1,3
Secteur des services ('000)	279,4	284,4	1,8	284,5	283,7	-0,3
Chômage ('000)	29,6	34,4	16,2	34,8	36,3	4,3
Taux d'activité (%)	64,0	64,8	...	65,0	65,0	...
Taux d'emploi (%)	59,2	59,3	...	59,4	59,1	...
Taux de chômage (%)	7,5	8,6	...	8,7	9,0	...
Gains hebdomadaires moyens (\$)	706,59	729,11	3,2	725,57	743,69	2,5
Salaires et traitements (M\$)	12 098,3	12 685,3	4,9	6 186,3	6 281,1	1,5
Bénéficiaires d'assurance-emploi (#)	41 036	40 930	-0,3	43 116	49 048	13,8
Consommateurs						
Ventes au détail (M\$)	9 318,4	9 872,3	5,9	6 489,1	6 347,7	-2,2
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités)	37 293	39 522	6,0	29 213	24 308	-16,8
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$)	1 077,6	1 076,9	-0,1	789,4	721,2	-8,6
Restauration et débits de boissons (M\$)	846,6	892,5	5,4	589,5	623,5	5,8
Indice des prix à la consommation (2002=100)	111,3	113,2	1,7	113,4	113,2	-0,2
Logement						
Mises en chantier (unités)	4 242	4 274	0,8	3 255	2 595	-20,3
Permis de construction résidentiels (M\$)	559,8	590,0	5,4	485,1	447,5	-7,8
Ventes résidentielles MLS* (unités)	8 161	7 555	-7,4	6 257	5 572	-10,9
Entreprises						
Ventes manufacturières (M\$)	15 575,6	17 766,1	14,1	12 951,6	9 470,1	-26,9
Exportations internationales (M\$)	11 182,5	12 808,2	14,5	9 357,4	6 810,0	-27,2
Permis de construction non résidentiels (M\$)	405,3	523,8	29,2	383,6	448,2	16,8
Industriel et commercial (M\$)	338,8	382,1	12,8	282,6	219,4	-22,4
Institutionnel et gouvernemental (M\$)	66,6	141,7	112,9	101,0	228,7	126,5
Commerce de gros (M\$)	5 115,4	5 353,8	4,7	3 474,0	3 530,7	1,6
Recettes monétaires agricoles (M\$)	449,1	480,8	7,1	231,6	257,1	11,0
Production de bois d'œuvre ('000 m ³)	3 349,0	2 408,2	-28,1	1 607,9	1 255,2	-21,9
Démographiques						
Population au 1 ^{er} juillet (#)	745 561	747 147	0,2	...	749 468	0,3
Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin) (#)	...	843	633	...
Migration nette (1 ^{er} juillet au 30 juin) (#)	...	743	1 688	...
... n'ayant pas lieu de figurer						
MLS* est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immeuble.						
Sources : Statistique Canada et l'Association canadienne de l'immeuble.						